

<https://laurentbloch.org/BlogLB/Enthousiasme-suspect-de-la-gauche-francaise-pour-Syriza>



Enthousiasme suspect de la gauche française pour Syriza

- Réflexions politiques et philosophiques -

Date de mise en ligne : lundi 26 janvier 2015

Copyright © Blog de Laurent Bloch - Tous droits réservés

Pour augmenter le niveau de vie de la population d'un pays plusieurs politiques sont possibles.

Le seul vrai moyen d'atteindre ce résultat est d'augmenter la productivité des entreprises. Les moyens d'y parvenir sont connus : recherche et développement d'un côté, investissements de l'autre, c'est à dire, dans les deux cas, du travail qui n'est pas consacré au gain immédiat, mais à la constitution d'un capital (machines, usines, infrastructures, brevets, logiciels), qui est du travail « en stock », par opposition au travail « vivant » consacré à la production immédiate (que les économistes me pardonneront ces raccourcis schématiques).

Il y a d'autres moyens d'augmenter le niveau de vie de la population : par exemple, la conquête et le pillage de pays étrangers. C'est ce qu'ont fait l'Angleterre et la France pendant leur période coloniale (et cela continue sous une forme plus hypocrite). C'est ce qu'ont essayé de faire les nazis pendant la guerre, pour solder les dettes contractées pour accroître artificiellement le revenu allemand à la fin des années 1930.

Les pays qui disposent de matières premières ont un troisième moyen : la rente procurée par la vente de leurs richesses naturelles, ce qui revient à manger son capital. Ainsi le Venezuela de Chavez, au lieu d'utiliser la rente pétrolière pour développer le pays, l'a consacrée à une politique clientéliste de cadeaux ciblés politiquement qui laisse le pays à demi ruiné. J'ai entendu un excellent exposé de Philippe Chalmin, professeur à Dauphine, sur la « malédiction des matières premières » : les revenus de la rente déclenchent un afflux d'importations qui en définitive ruine les entreprises locales et met le pays en situation de dépendance. Il n'y a qu'à regarder l'Algérie.

Il est également possible de *faire croire* à la population que l'on augmente son niveau de vie. Ce fut la politique de la France des années 1950 à 1982. La politique salariale, à l'époque largement pilotée par les pouvoirs publics, consentait des augmentations plus généreuses que ce qu'aurait permis l'accroissement de la productivité, puis finançait ces augmentations par de fréquentes dévaluations monétaires et par une inflation de l'ordre de 15% par an. Une telle politique spolie les épargnants et assèche les investissements.

Aujourd'hui avec l'euro la dévaluation monétaire est impossible et l'inflation est encadrée par la BCE : reste la dette, c'est-à-dire faire payer par les générations futures les améliorations de niveau de vie des générations actuelles.

La Grèce avait choisi de combiner la solution de l'endettement avec la fraude : établir des comptes falsifiés pour détourner des fonds européens, ne pas recouvrer l'impôt dû par ses contribuables, s'endetter à une hauteur telle que ce ne sera jamais remboursable. Les taux d'intérêt étaient très élevés, mais en rapport avec la confiance que l'on pouvait accorder au débiteur.

La Grèce a ainsi amélioré le niveau de vie de sa population dans des proportions bien supérieures à ce que l'augmentation de la productivité aurait permis normalement. Maintenant elle se demande comment ne pas payer. Visiblement ce procédé suscite l'enthousiasme d'une partie de la gauche française, qui rêve d'en faire autant dans notre pays. C'est misérable.

Il n'y a qu'une politique pour développer le pays : renforcer l'éducation à tous les niveaux, stimuler la recherche et le développement, encourager l'investissement. Le reste n'est qu'escroquerie démagogique.